



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Direction de la coopération  
au développement et  
de l'action humanitaire

### Déclaration à la Chambre des députés

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Quand j'ai repris les fonctions de ministre de la Coopération et de ministre de l'Économie en février de cette année, je n'aurais jamais pensé que le monde changerait si rapidement et si fondamentalement. La crise de la **COVID-19** a un impact sur toutes nos activités, et sur la manière dont nous agissons et vivons. Aujourd'hui, huit mois plus tard, de nombreuses incertitudes demeurent. Sur le virus et son impact sur notre santé, mais aussi sur les conséquences socio-économiques qui concernent tous les gens, ici et partout dans le monde.

Au Luxembourg, et le ministre d'État a souligné nos efforts la semaine passée sur cette place, nous avons adopté toute une série de mesures.

Dans une première phase, nous avons décidé un paquet de stabilisation à hauteur de 10,4 milliards d'euros. Et pour soutenir la relance à moyen et à long terme, nous avons, dans une deuxième phase, ajouté un paquet de mesures à hauteur de 800 millions d'euros avec "Neistart

Lëtzebuerg". En tant que ministre de l'Économie, et ensemble avec les collègues du gouvernement, j'ai lutté pour soutenir les entreprises, pour sauvegarder les emplois aussi bien que possible, et amortir au mieux les conséquences sociales et économiques de la crise.

Mais la crise de la COVID-19 a laissé ses traces non seulement au Luxembourg.

Dans le monde entier, un million de personnes sont mortes et plus de 40 millions infectées et nous vivons la plus grande contraction économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. En plus, et comme malheureusement si souvent, ce sont **les plus démunis qui souffrent le plus de la pandémie**. Ceux qui n'ont pas de réserves, qui doivent gagner leur argent de jour en jour, qui n'ont ni accès au matériel de protection, ni aux services de santé.

La Banque mondiale estime que **plus de 150 millions de personnes peuvent tomber dans la pauvreté extrême** à cause du virus. Ce serait la première augmentation de l'extrême pauvreté mondiale depuis 1998. Ces dernières semaines et ces derniers mois, j'ai eu de nombreuses conversations avec des personnes comme David Beasley du Programme alimentaire mondial (PAM) ou Alice Albright du Global Partnership for Education. Ils ont confirmé qu'au plus fort de cette pandémie, des écoles, des universités et d'autres établissements d'enseignement ont été fermés dans au moins 190 pays. Environ 1,6 milliards d'élèves et d'étudiants ont ainsi été limités dans leur éducation, et 80 millions d'enfants n'ont pas bénéficié des vaccinations de base. Le PAM estime que l'année prochaine, quelque 38 millions de personnes supplémentaires dépendront de l'Aide alimentaire (de 100 à 138 millions de personnes). Il est donc clair que si nous n'agissons pas maintenant, nous serons confrontés à une récession mondiale, qui détruira les progrès réalisés au cours des dernières décennies dans la lutte contre la pauvreté et qui rendra les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 difficilement atteignables.

La Coopération luxembourgeoise a **réagi rapidement à la COVID**. Ensemble avec nos partenaires nationaux et internationaux, nous avons investi jusqu'à présent 65,8 millions d'euros dans des projets sanitaires et socio-économiques, principalement en Afrique, mais aussi dans d'autres parties du monde, en Asie et en Amérique latine. En ces temps de difficultés financières, nous avons veillé à rediriger les fonds qui n'ont pas pu être dépensés comme prévu à cause de la COVID vers d'autres objectifs, dans le cadre de la "COVID Response"

Par le biais de l'aide humanitaire, nous avons pu réagir rapidement et, entre autres, nous avons octroyé 2 millions d'euros à l'appel COVID-19 de la Croix-Rouge internationale, 5 millions d'euros au Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) des Nations Unies, et 3,5 millions d'euros au COVID-19 Global Humanitarian Response Plan (GHRP) du OCHA des Nations unies. Dans le domaine multilatéral, nous avons considérablement augmenté notre contribution à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) pour atteindre 5 millions d'euros au cours des 5 prochaines années. Nous soutenons également l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à hauteur de 7,15 millions d'euros. En général, environ 30% du budget de la Coopération au développement luxembourgeoise est attribué aux organisations multilatérales sous forme de financements flexibles et pérennes. Cela reste le cas pendant la crise COVID-19 car aujourd'hui - plus que jamais - l'ONU a besoin d'une base de financement solide.

Nous avons donné l'option aux **ONG** luxembourgeoises de restructurer leurs projets et de fournir les fonds nécessaires à leurs partenaires sur le terrain pour lutter contre le virus et ses conséquences. Au total, 7,3 millions d'euros ont pu être mobilisés, et lorsqu'une reprogrammation n'était pas possible, nous avons fourni des budgets supplémentaires. Le

Premier ministre Xavier Bettel et moi-même avons pu constater l'efficacité de ces aides il y a deux semaines, quand nous avons invité cinq ONG à nous présenter leurs projets en réponse à la COVID. J'ai été impressionné par les résultats dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'aide alimentaire.

Sur le **plan bilatéral**, nous avons mobilisé entre 2 et 3 millions d'euros dans chaque pays partenaire pour soutenir leurs programmes nationaux de la lutte contre la COVID.

Tout cela a été mis en place dans le cadre de l'approche "**Team Europe**". L'Europe et les pays membres européens se sont unis pour montrer ensemble, en tant qu'équipe, que l'Europe est capable de fournir une aide rapide et coordonnée. Au total, l'UE a mobilisé 36 milliards d'euros. En travaillant de manière coordonnée sur le terrain, des synergies ont été créées qui rendent nos projets plus efficaces. Maintenant, il est important d'intégrer davantage cette approche dans notre coopération bilatérale à moyen et long terme. Ensemble, le "Team Europe" est plus fort, plus efficace, plus visible et jouit d'une influence plus marquée.

C'est surtout en **Afrique** qu'il faut que l'Europe procède de manière plus coordonnée. En mars, le projet pour une nouvelle stratégie européenne pour l'Afrique a été lancé. Celle-ci prévoit un nouveau partenariat et vise une croissance durable, en mettant l'accent sur des emplois stables et une jeunesse bien formée, sur les énergies renouvelables et une agriculture durable, sur des investissements et sur l'innovation et la digitalisation, et sur un secteur privé dynamique. Les volets de la bonne gouvernance et les droits de l'homme, la sécurité et la promotion de la paix, ainsi que les défis de la mobilité et de la migration sont tout aussi importants.

Tous ces sujets sont, bien sûr, abordés dans le cadre des négociations du nouvel accord de partenariat entre l'UE et les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dénommé l'**Accord post-Cotonou**. Ces négociations n'ont pas pu être achevées dans les délais prévus et l'accord actuel, qui viendra à échéance en décembre, doit être prolongé.

Les négociations du nouvel instrument européen de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (**NDICI**) se poursuivent. Une nouvelle architecture des instruments européens dans le domaine de l'aide au développement aura pour finalité de pouvoir réagir plus rapidement, avec plus de flexibilité et ainsi beaucoup plus efficacement, là où le soutien de l'UE serait nécessaire.

Le **financement de l'aide au développement** est et reste une question importante si nous voulons atteindre les ODD (Objectifs de développement durable) en 2030. Surtout maintenant, dans les périodes COVID et post-COVID, il devient de plus en plus difficile de rassembler les ressources nécessaires. La pression budgétaire est énorme. En septembre, António Guterres a déclaré lors de la Réunion de haut niveau sur le financement du développement que les pays du monde entier ont mobilisé 11,5 milliards de dollars en réponse à la COVID. Seuls 2,5% de cette relance budgétaire sont consacrés aux pays en voie de développement et aux pays émergents, où les besoins sont les plus importants.

Un point important et qui ressort aujourd'hui plus que jamais est l'**endettement des pays en voie de développement**. L'endettement sera, après cette crise, au niveau le plus haut des 50 dernières années. Dans ce contexte, je salue l'initiative « debt service suspension initiative » du G20 du 15 avril de cette année. De même, au niveau de l'UE nous plaidons pour l'allègement de la dette, notamment de nos voisins africains. La politique luxembourgeoise de l'aide au

développement se base exclusivement sur les dons, afin de ne pas endetter davantage nos pays partenaires.

Au niveau du financement, le Luxembourg garde son rôle de leader et investit toujours 1% de son PIB dans l'aide au développement. En 2019, cela représentait 420 millions d'euros. Avec la Norvège, la Finlande, le Danemark et l'Angleterre, le Luxembourg est parmi les quelques pays qui ont toujours respecté leur engagement international de 0,7%.

Surtout dans le cadre des crises mondiales, qui évidemment ont aussi un impact sur l'aide au développement, il est important de maintenir notre engagement envers les plus démunis dans le monde.

Le Luxembourg reste donc engagé et, comme indiqué dans le programme gouvernemental, nous n'allons pas modifier notre engagement de 1% du PIB.

Étant donné que le PIB a nettement diminué cette année, notre **APD pour 2020 est inférieure d'environ 43 millions d'euros** aux prévisions initiales. Le montant total pour cette année est de **391 millions d'euros**. L'essentiel de cette baisse a été supporté par notre agence LuxDev (20 millions d'euros). Cela a été possible parce qu'en raison de la crise COVID, de nombreux projets n'ont pas pu être mis en œuvre comme prévu, et un certain nombre de nouveaux projets ont donc été reportés à 2021. Nous avons par contre tout fait pour ne pas diminuer les budgets des ONG. J'y reviendrai plus tard. De même, nous n'avons pas diminué nos contributions aux agences multilatérales comme l'OMS afin de leur permettre de répondre à la crise COVID.

Pour 2021 nous avons prévu 1% du RNB, donc au total 403 millions d'euros, pour l'APD. Contrairement à ce qui a pu être relayé, il n'y aura pas de baisse, mais une augmentation de 12

millions par rapport à l'APD que nous aurons déboursé en 2020. Comme je l'ai déjà dit, nous maintiendrons les 1%. Le gouvernement restera donc fidèle à ses engagements et ne réduira pas l'APD en 2021, mais au contraire, elle augmentera. De même, le budget de l'aide humanitaire ne sera pas supprimé. Il sera intégré dans le Fonds de la Coopération au développement pour une plus grande flexibilité. Et il croîtra davantage.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous concentrons notre aide au développement sur les pays les moins développés. Et pour moi, **il est clair que notre aide est surtout nécessaire en Afrique**, en particulier dans le Sahel. Ainsi, c'est là que le Luxembourg est le plus actif, et le restera. Cette région abrite non seulement les pays les plus pauvres du monde, mais elle pose aussi de nombreux défis au niveau géopolitique, pour la région et pour l'Europe, et ceci tant en ce qui concerne la sécurité, comme la migration. Ne vous vous méprenez pas, il ne s'agit pas d'instrumentaliser l'aide au développement, bien au contraire. Il s'agit de traiter le problème à sa racine, et tout le monde sait que la pauvreté est le terreau le plus fertile pour le terrorisme, la criminalité et aussi pour les vagues de réfugiés. C'est donc là, dans la pauvreté, que nous devons mettre en place des leviers.

Les pays du **Sahel** sont confrontés à des crises multiples: sécuritaire, humanitaire, épidémique et environnementale. Le nombre de personnes déplacées a doublé ces deux dernières années, de 700.000 à 1,4 millions de personnes. Dans ce contexte de conflits et d'insécurité, les violations des droits de l'homme se multiplient, y compris la violence contre les femmes et les enfants. Le nombre des personnes qui n'ont pas assez à manger a triplé au Burkina Faso, a presque doublé au Mali et a augmenté de 77% au Niger. La COVID-19 a aggravé la situation et rendu difficile l'accès aux services sociaux de base tels que la santé ou l'éducation. La violence et l'instabilité

institutionnelle compliquent notre travail et celui de nos partenaires locaux sur le terrain. Il n'y a pas de réponses simples et nous devons adopter une approche à plusieurs niveaux, dans le cadre du Nexus « Development - Paix - Humanitaire ». Je peux vous montrer comment nous procédons à l'aide de quelques exemples.

Fin septembre, j'ai accordé avec le ministre des Affaires étrangères du **Niger** la prolongation de notre Programme indicatif de Coopération (PIC) d'un an, jusqu'à la fin de 2021, et l'augmentation de notre contribution financière de 16,8 millions d'euros. Le Niger est classé par l'ONU comme le pays le plus pauvre du monde (Indice de Développement Humain), c'est pourquoi nous y sommes fortement engagés depuis 30 ans. Le Luxembourg prend le rôle de chef de file dans le secteur de l'eau au Niger. Le Luxembourg est en charge de la coordination de tous les donateurs dans le secteur de l'eau, afin de mettre en oeuvre, avec le gouvernement du Niger, une stratégie cohérente dans ce secteur. C'est un signe de reconnaissance et professionnalisme de l'expérience de la Coopération luxembourgeoise au Niger.

La situation au **Burkina Faso** n'est pas meilleure; au contraire, la situation s'est aggravée au cours des dernières années. Pourtant, la Coopération luxembourgeoise a pu continuer son travail, même si on a dû s'adapter à cause de la dégradation de la situation sécuritaire. L'année dernière, la 4e édition de la "Semaine africaine de la microfinance" (SAM), organisée avec les Burkinabés et l'association luxembourgeoise ADA à Ouagadougou, a connu un grand succès. Plus de 800 acteurs et experts de toute l'Afrique et de l'Europe s'y sont rendus. Au Burkina, nous assumerons



également le rôle de chef de file l'année prochaine, dans le secteur de l'éducation. Les besoins sont énormes, car déjà avant la pandémie plus de 2.500 écoles étaient fermées à cause de l'insécurité. L'avenir du pays est en jeu et les jeunes sont confrontés à des défis énormes.

Au **Mali**, nos programmes bilatéraux se sont poursuivis comme prévu, malgré les problèmes sécuritaires et la pandémie. J'avais prévu de signer, à la fin de l'année, un 4e Programme indicatif de Coopération pour les années 2021-2025 avec le ministre des Affaires étrangères du Mali.

Le **coup d'État militaire du 18 août** a fait échouer ce projet et a rendu encore plus complexe une situation déjà très compliquée. Dans ces circonstances, le Luxembourg, comme les autres pays présents au Mali, a provisoirement gelé toute aide bilatérale directe au gouvernement malien et ne poursuit actuellement que les actions qui profitent directement au peuple malien et à la société civile. Heureusement, le coup d'État s'est déroulé de manière pacifique et la transition est encore relativement douce. Elle est limitée à 18 mois, et un président civil et un premier ministre ont été nommés, de sorte que la CEDEAO a levé ses sanctions contre le Mali. Nous espérons pouvoir bientôt travailler à nouveau avec un gouvernement internationalement reconnu. La bonne gouvernance et les droits de l'homme restent, bien entendu, des enjeux importants que nous intégrerons de manière transversale dans tous nos projets. Dans ce contexte, nous voulons travailler encore plus avec les acteurs de la société civile que nous ne l'avons fait jusqu'à présent.

Au surplus, la **situation sécuritaire** au Mali, comme **dans tout le Sahel**, reste une priorité. Dans ce contexte, le Luxembourg travaille avec les autres pays qui sont présents sur place, ce au sein de la Coalition internationale pour le Sahel et également de l'Alliance Sahel.

Bien sûr, l'insécurité a également eu un impact sur notre travail dans ces pays. Nous devons analyser la situation au quotidien pour prendre les mesures appropriées afin de protéger nos équipes sur le terrain.

La sécurité prime sur toutes les autres considérations, c'est pourquoi beaucoup d'activités ont été mises en place dans ce domaine au cours des deux dernières années: nous avons investi dans les infrastructures et les équipements, nous avons organisé des formations et recruté des experts régionaux et nationaux. Mais la **sécurité a aussi un prix**, c'est pourquoi nous avons également fourni à LuxDev et aux ONG des moyens budgétaires supplémentaires pour leur permettre de remplir leur «duty of care» envers leur collaborateurs. Cependant, il faut dire qu'il n'existe nulle part une sécurité à 100%, même pas chez nous.

Heureusement, la situation sécuritaire au **Sénégal** est nettement plus favorable et nous avons pu nous concentrer pleinement sur la mise en œuvre de nos programmes bilatéraux dans les domaines de la santé, de la formation professionnelle et de l'employabilité des jeunes. Nous avons fait des progrès concrets en termes d'assurance maladie généralisée pour tous et de renforcement de la gestion des urgences médicales, notamment avec le SAMU sénégalais. Car, surtout dans les régions plus rurales, en cas d'urgence, il faut souvent attendre des heures pour obtenir de l'aide vitale.

Un autre pays africain avec lequel nous avons une relation très spéciale est le **Cabo Verde**. J'ai eu l'occasion de me rendre sur place juste avant le confinement, en compagnie de Carole Dieschbourg et de Claude Turmes. Nous avons pu définir une approche holistique pour soutenir les différentes îles de manière durable. Le résultat est le nouveau PIC «Développement-Climat-Energie» qui débutera en 2021 et qui est la première mise en œuvre concrète de «**l'approche pays**» prévue dans le programme gouvernemental.

Cette nouvelle approche devrait créer des nouvelles synergies, complémentarités et cohérence dans nos interventions en utilisant davantage les compétences et le savoir-faire combinés des acteurs publics luxembourgeois et d'autres partenaires. Dans la même logique, les différents programmes sont financés à la fois par le Fonds de la Coopération au développement et par le Fonds Climat et Energie. J'ai pu signer en juillet ce PIC innovant, doté d'une enveloppe de 78 millions d'euros pour la période 2021-2025, lors d'une Commission de partenariat que nous avons tenue par visioconférence avec nos partenaires.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'accent est mis sur l'Afrique, mais il est également très important que le Luxembourg garde une **présence mondiale**, y compris en Asie et en Amérique centrale. C'est non seulement important pour garantir la diversité de nos partenariats, mais c'est aussi un aspect stratégique de notre politique étrangère. Un pays comme le Luxembourg a besoin de partenaires dans le monde entier.

Notre Coopération en **Asie** est centrée sur le **Laos**, mais nous avons encore des projets en cours au **Vietnam**, au **Myanmar** et en **Mongolie**. Traditionnellement, nous sommes impliqués dans les secteurs de la santé, du développement rural, de la formation dans le tourisme et aussi de la bonne gouvernance. Toute une série d'acteurs luxembourgeois sont actifs ici, qu'il s'agisse d'hôpitaux, de l'université, du Statec, d'instituts de recherche ou d'ONG. En particulier, dans un scénario post-COVID, des partenariats intéressants et des domaines d'intervention innovants tels que les TIC et les capacités en ligne peuvent être développés.

En Asie et en **Amérique centrale** également, les collègues du MECDD ont un rôle majeur à jouer et nous pouvons créer des synergies pour un développement plus durable et plus respectueux du climat. Ici, le Luxembourg soutient de plus en plus des projets régionaux pour lutter contre les problèmes communs aux différents pays et contribuer ainsi à l'intégration régionale.

Fin 2019, nous avons signé un **programme régional** avec l'Organisation internationale pour les migrations, pour la prévention de la violence contre les femmes qui migrent dans cette région. Nous sommes également en train de formuler une 2e phase de notre programme régional pour renforcer l'entrepreneuriat et l'autonomie économique des femmes, en collaboration avec le Centre régional pour la promotion des micro-, petites et moyennes entreprises.

Un mot sur le **Nicaragua**, où nous n'avons pas eu de coopération bilatérale directe avec le gouvernement depuis fin 2019, en raison de la crise sociopolitique qui continue de sévir dans le pays. Cependant, LuxDev a achevé la construction d'un hôpital dans le nord du pays, qui a permis à plus de 50.000 personnes des zones rurales d'avoir accès aux services de santé. En outre, nous continuons à soutenir le PAM pour améliorer l'alimentation de plus de 180.000 écoliers dans le

nord du pays. Et nous nous associons de plus en plus avec des ONG locales et internationales pour renforcer les droits de l'homme et pour faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie COVID-19.

Dans de telles situations, on se rend vraiment compte de l'importance de la **société civile** et des ONG. Grâce à leurs contacts et à leurs réseaux, ils peuvent souvent travailler dans des endroits et des secteurs que nous, en tant qu'acteurs étatiques, ne pouvons pas atteindre. La coopération avec les ONG est donc un pilier important de notre coopération. Pas moins de 91 ONG ont actuellement un agrément du ministère des Affaires étrangères et mettent en œuvre environ 16% de notre APD. Le ministère cofinance actuellement environ 25 accords de développement et 70 projets. Et nos ONG effectuent également un travail important dans notre pays dans les domaines de la **sensibilisation et de l'éducation au développement** de notre société, que nous soutenons fermement.

En collaboration avec le **Cercle des ONG**, qui a célébré son 40e anniversaire l'année dernière, nous continuerons à soutenir le travail des ONG et à travailler sur les synergies. Par exemple, nous avons accordé des subventions supplémentaires pour renforcer la sécurité de nos ONG et de leurs partenaires par des formations, des meilleurs équipements ou des infrastructures.

Selon les recommandations de l'OCDE, nous avons également élaboré une "Charte contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels" en collaboration avec le Cercle. Il s'agit de la mise en œuvre de notre approche « zéro tolérance » dans ce domaine. Chaque ONG doit signer cette charte afin de recevoir l'agrément ministériel à partir du 1er janvier 2021.

Je l'ai déjà mentionné, la COVID-19 a eu et continue d'avoir un grand impact, également sur le travail de nos ONG. Beaucoup de leurs partenaires du Sud n'ont pas de réserves et l'interruption de l'aide, même si elle n'est que de courte durée, pourrait avoir des graves conséquences. En raison de cet équilibre fragile, j'ai veillé à ce que **nos contraintes budgétaires ne retombent pas sur les ONG**. Le montant total pour les ONG dépassera 54 millions d'euros cette année. Comme mentionné, ils ont pu utiliser leurs budgets de manière très flexible pour fournir une aide COVID immédiate sur le terrain. De plus, les budgets prévus pour les ONG pour la sensibilisation, l'aide humanitaire, les mandats, les coopérants, ainsi que l'aide au Cercle n'ont pas été réduits.

Nos ONG sont également très actives dans le domaine de la **cohérence des politiques**. Afin de permettre un développement efficace dans le monde entier, il est indispensable de jeter régulièrement un coup d'œil sur notre politique nationale et son impact à l'étranger. Un sujet qui me tient particulièrement au cœur, ceci en tant que ministre de la Coopération et ministre de l'Économie, est le **respect des droits de l'homme dans les entreprises**. Dans le cadre du deuxième plan d'action national nous soutenons activement la mise en œuvre des principes directeurs de l'ONU dans ce domaine. Nous y parvenons en exigeant, à partir de cette année, à tous nos partenaires privés de s'engager formellement à respecter les droits de l'homme (p.ex. un nouveau critère dans le Business Partnership Facility). Au sein des forums internationaux, nous continuons à nous engager pour les droits de l'homme.

En outre, la protection du climat et de l'environnement devrait également jouer un rôle majeur dans notre politique de coopération. En raison du changement climatique, nous serons confrontés à des défis plus importants au niveau mondial et il y a lieu de les contrecarrer, aussi dans le domaine de la politique du développement, à travers d'une politique cohérente.

Le Comité interministériel pour la coopération au développement, le CID, est responsable pour contribuer à la cohérence de la politique. Tous les deux mois, ce forum permet de vérifier l'influence potentielle de notre politique sur les pays en développement.

Au niveau international, l'**OCDE** nous aide actuellement à analyser comment nous pouvons mieux nous positionner pour améliorer la cohérence de notre politique de développement durable au Luxembourg et à l'étranger. Cette initiative est soutenue conjointement par la CID et la CIDD, la Commission interdépartementale pour le développement durable.

Mesdames et Messieurs,

En plus de toutes ces activités dans le domaine de la coopération au développement, notre **aide humanitaire** est un autre exemple concret de notre solidarité internationale et un élément essentiel de notre politique étrangère. Ici aussi, nous sommes conscients de notre responsabilité dans ce monde de plus en plus connecté et complexe et nous savons que nos efforts déployés dans des régions éloignées du Luxembourg contribuent à la stabilité chez nous.

**Les conflits, la famine, les déplacements et les catastrophes naturelles ont pour conséquence que des personnes perdent leur vie, que des enfants, des femmes et des hommes soient soumis à des souffrances mentales et physiques dans des contextes fragiles; qu'ils soient victimes d'abus sexuels et que des familles perdent leur domicile et leurs revenus pour toujours, et qu'elles n'aient plus d'espoir pour l'avenir de leurs enfants.**

Le Luxembourg et les Luxembourgeois se distinguent par leur empathie avec les souffrances des personnes du **Yemen, de la Syrie ou de la région du Sahel** et bien d'autres régions, et nous faisons de notre mieux pour aider là où il est nécessaire.

Malheureusement, cette année a été particulièrement mouvementée jusqu'à présent et a montré que la pandémie COVID-19 a et durablement exacerbé la vulnérabilité des personnes vivant dans les **zones de crise**. Cependant, nous sommes également conscients que, dans de tels contextes, la COVID-19 n'est pas une crise purement "sanitaire", mais surtout une crise socio-économique aux conséquences graves et profondes pour toutes les populations touchées. C'est pourquoi il était important pour nous, dès le début, de continuer à **soutenir nos partenaires humanitaires nationaux et internationaux dans leurs activités qui ne sont pas directement liées à la «réponse COVID-19»**. Bien que la pandémie ait, à bien des égards, paralysé le monde, les conflits, les catastrophes naturelles et autres catastrophes, comme celle qui a frappé la capitale du Liban début août, n'ont pu être stoppés ou évités par la pandémie. Bien au contraire. Les besoins humanitaires de millions de personnes touchées dans le monde entier continuent d'augmenter.

En tant que petit pays aux moyens limités, notre approche consiste à fournir une aide humanitaire flexible et basée sur les besoins, dans le respect des **principes humanitaires**: «humanité, neutralité, impartialité et indépendance». En outre, il est particulièrement important pour nous de répondre non seulement aux besoins physiques des personnes concernées, mais aussi à leurs besoins psychologiques. Cette approche inclusive et holistique s'avère être la bonne approche, d'autant plus à l'époque de la COVID-19, et sera également mise en évidence dans notre nouvelle stratégie humanitaire.



Et même si nous savons que l'aide humanitaire ne peut pas à elle seule mettre un terme aux conflits ou aux catastrophes naturelles, c'est notre devoir moral et humain de faire notre part pour que ceux qui ont tout perdu reçoivent l'aide et la protection dont ils ont besoin pour construire une nouvelle vie dans la dignité.

Les crises chroniques, qui s'étendent de plus en plus souvent sur des années ou même des décennies, nous ont fait prendre conscience de l'importance de promouvoir une meilleure complémentarité et une meilleure transition entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. Le **Nexus «humanitaire-développement»** continue donc de mériter une attention particulière et montre la voie à suivre pour notre mode de fonctionnement.

Cette année a montré une fois de plus, avec les récentes attaques brutales et meurtrières contre les acteurs humanitaires au Niger, combien il est important de continuer à promouvoir et à protéger l'«**Espace humanitaire sûr**» avec des efforts accrus. En effet, il devient de plus en plus difficile pour les acteurs humanitaires d'effectuer leur travail en toute sécurité et d'atteindre les personnes qui dépendent de leur aide.

Je voudrais souligner ici, outre le Comité international de la Croix-Rouge et les agences humanitaires des Nations unies, le travail des ONG luxembourgeoises actives dans les zones de crise et de catastrophe, qui travaillent chaque jour dans des conditions difficiles et dans le respect des principes humanitaires. Je suis aussi particulièrement heureux que le **Programme alimentaire mondial (PAM)**, l'un de nos principaux partenaires, ait reçu le **prix Nobel de la paix** il y a environ deux semaines pour sa lutte contre la famine et sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones de conflit.

Avec le PAM, nous travaillons aussi sur des solutions innovantes dans les domaines technologique, logistique et digital. Un exemple que vous connaissez bien est «**emergency.lu**». Depuis 2012, nous avons développé, avec trois entreprises luxembourgeoises (SES, Hitech et Luxembourg Air Ambulance), une solution unique de communication qui a été conçue particulièrement pour l'intervention après des catastrophes naturelles ainsi que pendant des crises humanitaires. L'importance des systèmes de communication sécurisés et performants vient d'être démontrée par la pandémie COVID-19.

L'année dernière, avec le CGDIS, nous avons des équipes et matériaux opérationnels suite aux cyclones Idai au Mozambique et Dorian aux Bahamas. Depuis 2012, nous sommes sur le terrain dans presque toutes les catastrophes humanitaires majeures, y compris le typhon Haiyan aux Philippines, le tremblement de terre au Népal et l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Nous disposons actuellement de 7 antennes luxembourgeoises en place au Niger, au Tchad, en République centrafricaine, au Venezuela et en Syrie, pour le PAM, pour le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et pour l'Unicef. Cette aide est très efficace et visible et peut aussi être considérée comme faisant partie du «Nationbranding».

Mesdames et Messieurs,

Des phénomènes tels que la globalisation, le changement climatique ou la COVID-19 introduisent des changements profonds et compliquent notre vie et notre travail. Pour dire les choses franchement: l'aide au développement classique atteint de plus en plus ses limites et nous devons continuer à travailler sur des nouveaux concepts et idées, et chercher de nouvelles voies pour être encore plus efficaces. Je vois donc l'**avenir de la Coopération luxembourgeoise** dans le cadre du «**build back better and greener**». À l'aide d'innovations, des nouvelles technologies

et des partenariats renforcés avec des multiples acteurs au Luxembourg et sur le plan international. Que ce soit avec un secteur privé responsable, avec la société civile, avec d'autres ministères, avec des instituts de recherche auprès des universités, avec nos pays partenaires, avec d'autres États membres de l'UE ou avec des agences multilatérales. Nous devons travailler tous ensemble dans la même direction pour atteindre les Objectifs de développement durable et mettre en oeuvre l'Agenda 2030. Il ne reste que 10 ans, la soi-disant «Decade of Action».

Le Luxembourg doit jouer son rôle ici, notamment dans les **domaines de la digitalisation et des nouvelles technologies**, qui présentent un fort potentiel pour le développement durable. Notre pays a un avantage comparatif et une réelle valeur ajoutée, tant pour notre place financière innovante que dans le soi-disant domaine des TIC, c'est-à-dire dans les technologies de l'information et de la communication. Et la digitalisation est importante pour mettre en oeuvre une politique de coopération tournée vers l'avenir dans beaucoup de domaines, comme l'aide dans la modernisation des administrations, la télémédecine, les finances inclusives et la protection des consommateurs, les infrastructures et les télécommunications, ou encore le Fintech.

Dans ce domaine, nous avons déjà lancé toute une série d'initiatives, avec un accent géographique sur l'Afrique.

Cela implique aussi la mise en place du **Digital for Development** (ou D4D) **Hub**. Avec d'autres États membres européens (tels que l'Allemagne et la Belgique) et la Commission européenne, nous construisons une plate-forme pour une approche européenne cohérente de la coopération

numérique. Ce faisant, nous fournirons une assistance technique pour promouvoir la transformation numérique dans nos pays partenaires.

Nous avons nous-mêmes un retard à rattraper dans le domaine de la digitalisation. Nous travaillons, avec le CTIE, sur un **système d'information** intégré avec une banque de données qui nous permettra de voir en un clin d'oeil où nous nous trouvons en temps réel avec nos nombreux partenaires. Ainsi, nous pouvons améliorer notre pilotage stratégique et notre reporting afin de tenir notre engagement dans le domaine de la transparence. Comme vous savez peut-être, la Coopération luxembourgeoise a rejoint l'**IATI** (International Aid Transparency Initiative) en juin de cette année et, à partir de l'été prochain, il est prévu de commencer à présenter des données ouvertes à l'IATI.

L'une des priorités programmatiques pour l'avenir concerne mes deux départements, à savoir l'**intégration du secteur privé** dans notre travail. Le secteur privé est un des acteurs clés en ce qui concerne les changements et le développement dans les pays plus pauvres, et il est donc important d'orienter les entreprises vers un développement durable. En même temps, nous mobilisons des ressources supplémentaires pour les pays en développement, partageons avec eux notre expertise en technologie, et créons des emplois locaux et des recettes fiscales. Cela nous permet de nous rapprocher de notre objectif de croissance inclusive.

Un exemple est la **Business Partnership Facility** (BPF) avec laquelle nous soutenons, depuis près de 5 ans, des innovations qui contribuent au développement international. À travers cette coopération, 25 projets ont entre-temps été lancés dans les domaines de la Fintech, la mobilité et la logistique, ainsi que de la CleanTech, l'économie circulaire, l'éco-innovation, et les

technologies de l'information et de la communication.

Un autre secteur dans lequel le Luxembourg joue un rôle pionnier depuis plus de 20 ans est celui de la **finance inclusive**. Grâce à notre approche proactive, nous avons aujourd'hui un écosystème vaste dans ce domaine. Ce n'est que début d'octobre qu'un nouvel acteur est arrivé au Luxembourg: l'Alliance for Financial Inclusion (AFI), le réseau international des régulateurs provenant des pays en développement et des pays émergents qui s'engagent pour l'inclusion financière.

Les discussions internationales montrent clairement que les investissements durables ne sont pas vraiment un choix, mais une nécessité. Les besoins de financement pour les petits et moyens entrepreneurs dans le monde augmentent. Je vois ici un grand potentiel pour le Luxembourg et je continuerai à soutenir la création de financements innovants, bien sûr sur la base de critères de qualité qui peuvent être démontrés, comme par exemple par le label Impact de Luxflag, que nous soutenons avec le ministère des Finances et le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Un exemple dans lequel la Coopération a mis à disposition un capital de départ dans les domaines de l'entrepreneuriat et de la digitalisation est la récente **plateforme SDG500**. C'est là que les agences des Nations unies, les ONG, les acteurs bilatéraux tels que le Luxembourg et les investisseurs privés se réunissent pour créer des synergies et promouvoir des investissements ciblés ayant un impact positif sur les différents objectifs de développement des Nations unies.

La crise COVID a montré que nous avons fixé les bonnes priorités dans notre coopération au développement. Et c'est pour cela que je veux continuer les efforts. C'est le cas pour le soutien aux plus vulnérables, aux jeunes, aux femmes. C'est le cas pour le domaine de l'éducation et la formation professionnelle, et de la création d'emploi. Et c'est bien sûr le cas aussi pour la **santé** et la promotion de l'accès aux services et aux soins de santé et à la sécurité sociale. Ils restent le fil rouge de notre aide au développement, même dans les années à venir. Dans ce sens, j'ai signé en juin un Memorandum of Understanding avec l'OMS qui est aligné à leur programme de travail. Pour les années à venir, un de nos objectifs principaux est la mise en place d'une **couverture sanitaire universelle**. Mais aussi la lutte contre les maladies contagieuses, notamment le VIH/SIDA, qui a toujours une présence très active dans l'Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de leur nouvelle stratégie, la directrice de l'ONUSIDA viendra au Luxembourg cet automne et j'aborderai avec elle notre nouveau partenariat stratégique avec l'ONUSIDA.

Mesdames et Messieurs,

Beaucoup a changé au cours de la dernière année et la coopération au développement post-COVID-19 ne sera plus la même que celle avant la COVID-19. Je peux cependant dire que nos principales priorités et axes d'intervention resteront tels que définis dans notre **Stratégie**. La pertinence est plus actuelle aujourd'hui que jamais. Néanmoins, la mise en œuvre de la stratégie nécessite une réflexion et un repositionnement. J'ai donc demandé à mes collaborateurs de rédiger des **documents d'orientation** dans les domaines de la finance et la coopération avec le secteur privé, le Digital for Development, l'aide humanitaire et, enfin et surtout, l'**égalité des genres**.

Permettez-moi de conclure mon intervention par ce sujet, car il s'agit peut-être de la condition la plus importante pour un développement véritablement durable et inclusif et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Malheureusement, force est de constater que l'**égalité des chances** n'est pas à l'ordre du jour et que la **discrimination à l'égard des femmes et des jeunes filles** se poursuit. Que ce soit en termes d'accès au marché du travail, aux ressources ou aux processus décisionnels publics. En particulier dans les pays où la sécurité est précaire, comme au Sahel, les femmes et les jeunes filles continuent à subir de manière disproportionnée les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion. Adapté aux pays, le contexte et les besoins, nous mettrons en œuvre l'approche genre de manière systématique, en mettant l'accent sur l'autonomisation et la protection des femmes. Seule une action intégrée au niveau de la politique, de la sécurité, du développement et des droits des femmes peut conduire à une stabilisation durable des droits des femmes et des filles.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Comme vous pouvez le constater, nous nous sommes rapidement adaptés au nouveau contexte et nous sommes prêts à relever des nouveaux défis, avec tous nos partenaires. **« No one is safe until everyone is safe »**, et il reste beaucoup à faire, et ceci avec les moyens dont nous disposons. Mais je dois également dire que je suis impressionné par ce que nous avons pu mettre en œuvre à l'époque de la COVID, tant au niveau bilatéral que collectif.

J'aimerais profiter de cette occasion pour adresser un **grand merci** à tous les acteurs de la Coopération luxembourgeoise pour leur bonne collaboration. Les personnes présentes sur le

terrain méritent tout particulièrement notre respect. Les personnes qui, malgré la COVID, travaillent jour après jour pour un monde durable et juste, "fidèle au poste" et souvent dans des conditions difficiles. Ensemble avec vous tous, nous allons essayer de créer les opportunités de demain à partir des défis d'aujourd'hui.

Laissez-moi terminer avec un proverbe chinois: Quand le vent du changement se lève, les uns construisent des murs, les autres des moulins à vent. Soyons parmi ceux qui construisent des moulins à vent.

Je vous remercie de votre attention.